

## TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DES REVETS

PCT

10/524365

## RAPPORT D'EXAMEN PRELIMINAIRE INTERNATIONAL

(article 36 et règle 70 du PCT)

REÇU LE

28 OCT. 2004

A6961

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	POUR SUITE A DONNER voir la notification de transmission du rapport d'examen préliminaire international (formulaire PCT/IPEA/416)	
Demande internationale No. PCT/FR 03/02365	Date du dépôt international (jour/mois/année) 28.07.2003	Date de priorité (jour/mois/année) 12.08.2002
Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB H04N7/15		
Déposant FRANCE TELECOM et al.		

<p>1. Le présent rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, est transmis au déposant conformément à l'article 36.</p> <p>2. Ce RAPPORT comprend 4 feuilles, y compris la présente feuille de couverture.</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Il est accompagné d'ANNEXES, c'est-à-dire de feuilles de la description, des revendications ou des dessins qui ont été modifiées et qui servent de base au présent rapport ou de feuilles contenant des rectifications faites auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir la règle 70.16 et l'instruction 607 des Instructions administratives du PCT).</p> <p>Ces annexes comprennent 4 feuilles.</p>
<p>3. Le présent rapport contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>I <input checked="" type="checkbox"/> Base de l'opinion</li> <li>II <input type="checkbox"/> Priorité</li> <li>III <input type="checkbox"/> Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle</li> <li>IV <input checked="" type="checkbox"/> Absence d'unité de l'invention</li> <li>V <input checked="" type="checkbox"/> Déclaration motivée selon la règle 66.2(a)(ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration</li> <li>VI <input type="checkbox"/> Certains documents cités</li> <li>VII <input type="checkbox"/> Irrégularités dans la demande internationale</li> <li>VIII <input type="checkbox"/> Observations relatives à la demande internationale</li> </ul>

Date de présentation de la demande d'examen préliminaire internationale 12.02.2004	Date d'achèvement du présent rapport 26.10.2004
Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire International Office européen des brevets D-80298 Munich Tél. +49 89 2399 - 0 Tx: 523656 epmu d Fax: +49 89 2399 - 4465	Fonctionnaire autorisé Schneiderlin, J N° de téléphone +49 89 2399-7400

**RAPPORT D'EXAMEN  
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL**

Demande internationale n°

PCT/FR 03/02365

**I. Base du rapport**

1. En ce qui concerne les **éléments** de la demande internationale (*les feuilles de remplacement qui ont été remises à l'office récepteur en réponse à une invitation faite conformément à l'article 14 sont considérées, dans le présent rapport, comme "initialement déposées" et ne sont pas jointes en annexe au rapport puisqu'elles ne contiennent pas de modifications (règles 70.16 et 70.17)*) :

**Description, Pages**

1-15 telles qu'initialement déposées

**Revendications, No.**

1-10 reçue(s) le 11.05.2004 avec lettre du 07.05.2004

**Dessins, Feuilles**

15-55 telles qu'initialement déposées

2. En ce qui concerne la **langue**, tous les éléments indiqués ci-dessus étaient à la disposition de l'administration ou lui ont été remis dans la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée, sauf indication contraire donnée sous ce point.

Ces éléments étaient à la disposition de l'administration ou lui ont été remis dans la langue suivante: , qui est:

- la langue d'une traduction remise aux fins de la recherche internationale (selon la règle 23.1(b)).
- la langue de publication de la demande internationale (selon la règle 48.3(b)).
- la langue de la traduction remise aux fins de l'examen préliminaire internationale (selon la règle 55.2 ou 55.3).

3. En ce qui concerne les **séquences de nucléotides ou d'acide aminé**s divulguées dans la demande internationale (le cas échéant), l'examen préliminaire internationale a été effectué sur la base du listage des séquences :

- contenu dans la demande internationale, sous forme écrite.
- déposé avec la demande internationale, sous forme déchiffrable par ordinateur.
- remis ultérieurement à l'administration, sous forme écrite.
- remis ultérieurement à l'administration, sous forme déchiffrable par ordinateur.
- La déclaration, selon laquelle le listage des séquences par écrit et fourni ultérieurement ne va pas au-delà de la divulgation faite dans la demande telle que déposée, a été fournie.
- La déclaration, selon laquelle les informations enregistrées sous déchiffrable par ordinateur sont identiques à celles du listage des séquences Présenté par écrit, a été fournie.

4. Les modifications ont entraîné l'annulation :

- de la description, pages :
- des revendications, nos :
- des dessins, feuilles :

5.  Le présent rapport a été formulé abstraction faite (de certaines) des modifications, qui ont été considérées comme allant au-delà de l'exposé de l'invention tel qu'il a été déposé, comme il est indiqué ci-après (règle 70.2(c)) :

*(Toute feuille de remplacement comportant des modifications de cette nature doit être indiquée au point 1 et annexée au présent rapport.)*

6. Observations complémentaires, le cas échéant :

**IV. Absence d'unité de l'invention**

1. En réponse à l'invitation à limiter les revendications ou à payer des taxes additionnelles, le déposant a :

limité les revendications.

payé des taxes additionnelles.

payé des taxes additionnelles sous réserve.

ni limité les revendications ni payé des taxes additionnelles.

2.  L'administration chargée de l'examen préliminaire international estime qu'il n'est pas satisfait à l'exigence d'unité d'invention et décide, conformément à la règle 68.1, de ne pas inviter le déposant à limiter les revendications ou à payer des taxes additionnelles.

3. L'administration chargée de l'examen préliminaire international estime que, aux termes des règles 13.1, 13.2 et 13.3,

il est satisfait à l'exigence d'unité de l'invention.

il n'est pas satisfait à l'exigence d'unité de l'invention, et ce pour les raisons suivantes :

4. En conséquence, les parties suivantes de la demande internationale ont fait l'objet d'un examen préliminaire international lors de la formulation du présent rapport :

toutes les parties de la demande.

les parties relatives aux revendications nos .

**V. Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration**

1. Déclaration Nouveauté	Oui: Revendications	1-10
	Non: Revendications	
Activité inventive	Oui: Revendications	
	Non: Revendications	1-10
Possibilité d'application industrielle	Oui: Revendications	1-10
	Non: Revendications	

**2. Citations et explications**

**voir feuille séparée**

**Concernant le point V**

Il est fait référence au document suivant:

D1 WO 99/63756 A

Le document D1 décrit la diffusion de fichiers (notamment fichier multimédia tels que films, voir page 3 ligne 17) au cours d'une vidéo conférence (voir page 3 ligne 15) entre un terminal émetteur (cadre 1 de la figure 2) et un ou plusieurs terminaux récepteurs (cadre 2 et "user" dans la partie droite de la figure 2) en empruntant les canaux audio et vidéo ouverts pour cette communication qui sont définis individuellement pour chaque utilisateur (page 4, lignes 7-13). Le respect des paramètres de communication pour chaque utilisateur est assuré par l'utilisation de CODEC dans la matrice de sortie MV2 (voir page 10 lignes 6-13).

Par conséquent, l'objet de la revendication 1 diffère de D1 en ce que lors de l'établissement de la communication de vidéo conférence il y a un dialogue entre le terminal émetteur et le ou les terminaux récepteurs pour négocier les paramètres de communication.

Le problème que se propose de résoudre la présente invention peut donc être considérée comme étant l'optimisation des paramètres de communication pour permettre à chaque terminal récepteur de recevoir le son et l'image de façon optimale par rapport à ses propres caractéristiques.

La solution proposée dans la revendication 1 de la présente demande n'est pas considérée comme inventive (article 33(3) PCT) pour les raisons suivantes:

Bien que le document D1 ne décrive pas la façon dont ce fait l'établissement de la communication, l'homme du métier sait que lors de lors l'établissement d'une connexion (par exemple dans le domaine des modems) l'émetteur et le récepteur négocient les paramètres de communications pour tirer le meilleur parti possible des caractéristiques de l'émetteur, du récepteur et du réseau. Dans le domaine de la vidéo conférence cette négociation porte sur la résolution (pixels), la compression vidéo...

Les revendications dépendantes 2-10 ne contiennent aucune caractéristique qui, en combinaison avec celles de l'une quelconque des revendications à laquelle elles se réfèrent, définisse un objet qui satisfasse aux exigences du PCT en ce qui concerne l'activité inventive.